



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



LES JEUNES ET L'EXTRÉMISME VIOLENT SUR LES MÉDIAS SOCIAUX

CARTOGRAPHIE DE LA RECHERCHE

Séraphin Alava, Divina Frau-Meigs, Ghayda Hassan

En collaboration avec Hasna Hussein et Yuanyuan Wei

Les médias sociaux conduisent-ils les individus fragiles à recourir à la violence ? De nombreuses personnes le pensent et y répondent par la censure, la surveillance et l'élaboration de contrediscours en ligne. Mais que sait-on vraiment de l'influence d'Internet en tant que cause et connaît-on les résultats concrets de ces réponses ?

Partout dans le monde, les gouvernements et les sociétés de l'Internet prennent des décisions en se fondant sur des suppositions concernant les causes des attaques violentes et les solutions à y apporter. L'enjeu consiste à étayer solidement les analyses et les réponses. Il s'agit de mettre en place des politiques reposant sur des faits et des données probantes, et non des politiques qui se fondent sur des intuitions ou inspirées par la panique et les discours alarmistes.

C'est dans ce contexte que l'UNESCO a commandé l'étude intitulée « Les jeunes et l'extrémisme violent sur les médias sociaux », qui établit une cartographie mondiale de la recherche (entre 2012 et 2016 principalement) sur les rôles présumés des médias sociaux dans les processus de radicalisation violente, notamment en ce qui concerne leur influence sur les jeunes et les femmes.

Le texte intégral du rapport peut être consulté à l'adresse suivante :
<https://fr.unesco.org/themes/favoriser-libert%C3%A9-d-expression>

L'ÉTUDE

L'étude fait état de recherches montrant que les protagonistes sont en réalité largement disséminés sur l'ensemble de la toile. On dispose d'une quantité croissante d'informations sur l'utilisation du cyberspace par les terroristes. En revanche, les effets de cette utilisation restent flous, et plus incertaine encore est l'efficacité des mesures de lutte contre ce phénomène.

C'est ce qui ressort de l'examen de plus de 550 études publiées issues de la littérature scientifique ou de la « littérature grise », dont 260 titres en anglais, 196 en français et 96 en arabe.

L'étude conclut que les recherches en la matière sont encore embryonnaires et invite à la plus grande prudence quant à leurs résultats et à leurs interprétations. Elle confirme en outre une observation récente des Nations Unies : « Il faut poursuivre les recherches concernant le rôle d'Internet ainsi que d'autres facteurs dans la radicalisation des personnes vulnérables et leur détermination à commettre des actes de violence »¹.

Il serait très utile d'améliorer et d'approfondir les recherches. Des questions majeures sont en jeu – il s'agit non seulement du droit élémentaire des personnes à ne pas être exposées à la violence, mais aussi des libertés fondamentales d'expression, de respect de la vie privée et de participation, qui peuvent faire les frais des contre-mesures appliquées.

Faute de connaissances issues de recherches de qualité, les politiques seront condamnées à n'être que réactives et à reposer sur des suppositions. Si l'on attend des parties prenantes qu'elles traitent comme il convient le problème plus général de la radicalisation violente et le rôle que joue Internet dans celle-ci, il est indispensable de déployer des efforts considérables en faveur de la recherche.

DÉFINITIONS ET APPROCHES

Bien qu'aucune définition de ce terme ne fasse consensus, la « radicalisation » désigne pour l'essentiel un processus au cours duquel des individus adoptent des croyances considérées comme « extrêmes » en l'état actuel des choses. Cependant, les processus de radicalisation n'ont pas tous pour objectif ou pour dénouement des actes de violence. Toutefois, les Nations Unies s'inquiètent des processus de radicalisation qui engendrent volontairement la violence, notamment lorsque cette violence est à visée terroriste et prend des civils pour cible.

Les communications – en ligne ou non – jouent un rôle dans les processus de radicalisation, tout comme les événements et la façon dont les individus interprètent leur vécu. Il s'agit toutefois de distinguer entre les communications qui peuvent paraître « extrêmes », mais qui ne franchissent pas le seuil de l'incitation au crime ou du recrutement, et celles qui poussent à commettre des actes violents.

Si les chercheurs mettent en évidence divers aspects, trois grandes caractéristiques reviennent toutefois dans leur façon de conceptualiser plus précisément la radicalisation violente. La notion de radicalisation violente désigne en ce sens un processus observable qui met en jeu (successivement ou non) :

- ➔ la quête personnelle d'un sens fondamental, des origines, et du retour à une idéologie première ;
- ➔ la polarisation de l'espace social et la construction collective d'un « nous » idéal menacé opposé à « eux », qui conduit à déshumaniser les autres à travers un processus de stigmatisation ;
- ➔ l'adoption par un groupe de la violence comme moyen légitime de diffuser les idéologies premières et les objectifs d'opposition qui s'y rattachent.



1. Comité des Nations Unies contre le terrorisme, 2017, Cadre international global de lutte contre la propagande terroriste. Conseil de sécurité de l'ONU S/2017/375.

PARADIGMES

Deux grands courants théoriques distinguent la manière dont les chercheurs abordent la réception d'Internet et des médias sociaux. Ces courants sont dans une large mesure antérieurs aux médias numériques mais restent d'actualité (généralement de manière implicite) à l'ère d'Internet.

- Le courant axé sur *les effets* considère Internet et les médias sociaux comme des moyens de communication et de propagande extrêmement puissants, surpassant les autres outils et processus de communication. Les médias sociaux sont perçus comme des vecteurs extrêmement efficaces de la propagande, des théories du complot et de la montée de l'extrémisme par le biais de la désensibilisation qui conduit les individus à accepter l'usage de la violence.
- Le courant axé sur *les utilisations* met en doute les effets structurants des médias sociaux en n'observant empiriquement que des effets indirects et limités. Dans ce paradigme, le rôle des médias sociaux dans la radicalisation et l'extrémisme violents n'est qu'un reflet des ruptures sociales existantes dans le monde non connecté.

Entre ces deux approches, plusieurs autres points de vue existent, qui s'intéressent par exemple à la définition de priorités, à l'élaboration d'un cadre, aux discours, à l'idéologie et à la construction identitaire. Mais la plupart des travaux de recherche sur la radicalisation ignorent ces approches plus nuancées.

Autres obstacles à la recherche

Une lacune a été observée dans la littérature examinée : l'absence de théorie appliquée conduisant à l'obtention de données empiriques. En retour, par manque de données, de nombreuses études ne constituent que des énoncés normatifs et ne produisent pas de nouvelles connaissances. Lorsque les études s'appuient sur des théories explicites, une méthode de recherche rigoureuse et des conclusions réelles, elles ne permettent pas d'aboutir à une généralisation appropriée.

Autre difficulté, il est très compliqué pour les chercheurs d'avoir accès aux informations confidentielles ou aux données produites par les médias sociaux. Le fait que ces données concernent des jeunes de moins de 18 ans soulève par ailleurs des questions d'ordre éthique. Il en résulte que, dans l'ensemble, la plupart des études ont une portée scientifique limitée.



PRINCIPALES CONCLUSIONS

- ➔ La littérature examinée dans le cadre de l'étude ne fournit pas de preuves décisives de l'existence d'un lien direct entre les spécificités des médias sociaux et les manifestations de la radicalisation violente chez les jeunes. De même, rien ne prouve de manière certaine l'efficacité des contre-mesures.
- ➔ Les connaissances relatives aux utilisations terroristes des médias sociaux sont nombreuses, mais beaucoup plus rares sont celles qui portent sur leur réception parmi les usagers, en particulier les jeunes.

Néanmoins, dans son ensemble, la littérature donne tout de même quelques interprétations possibles :

- ➔ Plutôt que de susciter des comportements violents ou d'en être la cause, Internet et plus précisément les médias sociaux jouent le rôle d'intermédiaires dans le cadre de processus plus larges de radicalisation violente.
- ➔ Ainsi, les médias sociaux peuvent faciliter l'accès des jeunes à des contenus, des contacts et des comportements (les 3 C) en créant un cercle de personnes partageant le même état d'esprit et constitué en opposition aux « Autres ».
- ➔ La radicalisation violente proprement dite ne se réduit pas à l'exposition à Internet, mais fait généralement intervenir plusieurs processus complexes, notamment des processus sociopsychologiques complexes et une communication de personne à personne en lien avec d'autres facteurs (sentiments d'injustice, de mise à l'écart, d'anomie, de privation...).
- ➔ La représentation en ligne des femmes et les constructions de la masculinité dans la radicalisation sont des facteurs à prendre en compte pour analyser la dimension identitaire de la radicalisation.

Il ressort de la littérature que les extrémistes violents exploitent les caractéristiques des médias sociaux pour :

- ➔ créer des plates-formes attrayantes, interactives et simples d'utilisation en vue d'attirer les jeunes publics ;



- ➔ diffuser des contenus extrémistes, violents et criminels, qui ne circuleraient pas aussi facilement hors ligne ;
- ➔ repérer les participants potentiels et leur fournir des informations sur « la cause » et les groupes impliqués dans sa promotion ;
- ➔ assurer une publicité massive aux actes de violence de façon à accentuer l'idée de force ;
- ➔ produire des fausses informations en tirant parti du fait que tous les types d'informations en ligne peuvent être présentés sur un pied d'égalité, ce qui peut conférer une image de crédibilité et de légitimité aux discours extrémistes ;
- ➔ exploiter le biais de confirmation (par lequel un individu confirme et amplifie ses opinions préalables), renforcer les bulles de filtre et appuyer la cooptation ou discréditer les informations qui contredisent le discours ;
- ➔ instaurer une communication intime 24 heures sur 24, en vue d'établir des relations de complicité et d'amitié ;
- ➔ favoriser le dialogue en tête-à-tête avec les jeunes, de façon à isoler la jeune personne vulnérable et l'amener progressivement au sein d'une nouvelle communauté, où l'idéologie violente crée des liens interpersonnels forts ;
- ➔ renforcer le processus de radicalisation après le recrutement, en recueillant des données et en planifiant des attaques.

Mise en garde : On aurait tort de ne prendre en compte qu'un point de vue centré sur les médias sociaux et d'ignorer la probabilité que, dans la mesure où ces communications en ligne peuvent contribuer à la radicalisation, d'autres communications se produisent dans le cadre d'échanges au sein de petits groupes entièrement privés, ainsi que par le biais de messages privés ou de courriers électroniques. Cependant, l'étude du rôle de ces domaines hors des médias sociaux n'était pas évidente dans la littérature examinée.

DÉFIS SOULEVÉS

La littérature relève de différentes sphères :

Médias et médias sociaux

- Les médias d'actualité et de divertissement accordent une attention disproportionnée aux médias sociaux pour expliquer la radicalisation violente, au détriment d'autres explications (dissensions religieuses, marginalisation, géopolitique de la terreur, racisme et ségrégation, chômage des jeunes...).
- Une représentation alarmiste de la radicalisation violente peut conduire à des politiques de terreur et de psychose de la part de différentes parties concernées, et avoir un effet dissuasif sur l'expression d'opinions divergentes et critiques.
- La propagation de stéréotypes transforme « l'autre » en un ennemi potentiel et peut altérer la façon dont les minorités sont considérées et l'image qu'elles ont d'elles-mêmes.

Politiques et législations

Les États et les plates-formes de médias sociaux appliquent une série de contre-mesures allant de la censure aux contre-discours et aux stratégies d'éducation.

- Les stratégies consistant à bloquer l'accès et à filtrer le contenu posent question car rien ne prouve leur efficacité. Les résultats de la surveillance en ligne sur la radicalisation sont compliqués à étudier et rarement traités dans la littérature.
- Il semble qu'une tendance croissante se manifeste en faveur des contre-discours en ligne qui battent en brèche les représentations extrémistes et les discours de haine. Il existe moins de données sur l'existence de discours différents qui prennent acte des sentiments d'impuissance et de mise à l'écart, et qui proposent des moyens non-violents de répondre aux griefs, qu'ils soient ressentis ou réels. De même, il est rarement fait mention de l'importance de préserver l'indépendance de la société civile et des médias concernant la participation de diverses parties prenantes dans la lutte contre les discours violents.
- Rares sont les initiatives mettant en jeu des solutions axées sur l'éducation qui ont fait l'objet de recherches et dont l'efficacité a été évaluée. De nombreuses ressources d'initiation aux médias et à l'information destinées à être utilisées en classe par les enseignants mettent l'accent sur la pensée critique, s'attachent à démonter les théories du complot, les « intox » et les rumeurs, et valorisent la vérification des faits. Mais leurs effets sur le plan de la réduction des risques de radicalisation violente en ligne ne sont pas encore démontrés.

Milieu universitaire et groupes de réflexion

Les études passées en revue indiquent qu'il existe des défis à relever et des solutions possibles s'agissant de :

- renforcer les capacités des chercheurs à entreprendre des recherches théoriques et empiriques, notamment sur la réception et les effets ;
- faire une plus large place à la collaboration interdisciplinaire et accorder une attention accrue aux aspects liés au genre ;
- mener des recherches sur les résultats de la censure, de la surveillance, des contre-discours et de l'initiation aux médias et à l'information comme mesures de lutte contre les entreprises de radicalisation en ligne.

POINTS PRINCIPAUX

- **Les médias sociaux ne doivent pas être distingués des autres médias et des autres facteurs liés aux conditions du monde non connecté, même si la frontière entre les dimensions connectée et non connectée devient de plus en plus poreuse pour les jeunes utilisateurs.**
- **L'utilisation des médias sociaux par les extrémistes violents est souvent ingénieuse sur le plan de la manipulation. Les principales utilisations relèvent de la propagande, de l'intimidation, du recrutement et de la levée de fonds.**
- **Les qualités des médias sociaux (volume, vitesse, interactivité multimédia, horizontalité, décentralisation, moindre coût, anonymat, globalité du public à travers le temps et l'espace) offrent des avantages aux groupes extrémistes qui seraient restés marginaux autrement.**

RECOMMANDATIONS PRINCIPALES

Les États membres devraient envisager de :

- ➔ Renforcer la coopération avec la communauté internationale et tous les acteurs concernés afin d'unir les efforts visant à prévenir la radicalisation violente et lutter contre l'extrémisme sous toutes ses formes ;
- ➔ Concevoir et appliquer des mesures globales efficaces de prévention de la radicalisation menant à la violence, et élaborer des politiques et/ou des plans d'action nationaux à cette fin ;
- ➔ Consolider un dialogue mondial autour des mesures positives adaptées de lutte contre la radicalisation violente et l'inscrire sous l'égide du principe de l'universalité d'Internet défendu par l'UNESCO (droits, ouverture, accessibilité et participation de multiples acteurs), qui prône une approche fondée sur les droits humains et qui garde à l'esprit les avantages exceptionnels d'Internet tout en limitant ses dérives ;
- ➔ Renforcer les réponses globales apportées par le secteur de l'éducation à l'extrémisme violent, notamment par le biais des enseignants et des programmes d'éducation à la citoyenneté mondiale fondée sur les droits humains et d'autres formations destinées aux médiateurs auprès des jeunes ;
- ➔ Promouvoir et évaluer des stratégies en matière d'initiation aux médias et à l'information, en reconnaissant que les nouvelles technologies peuvent également servir à : prévenir l'extrémisme violent ; encourager les contre-discours et les discours différents ; faire progresser l'éducation à la citoyenneté ; développer la pensée critique. À cet égard, l'initiation aux médias et à l'information peut favoriser les droits humains, le dialogue, la compréhension mutuelle et la tolérance, et donner aux jeunes les moyens de maîtriser leur propre identité, de repérer les entreprises de radicalisation violente en ligne et d'y résister ;
- ➔ Prendre en compte et encourager la participation des jeunes aux processus de prise de décision, conformément à la Résolution 2250 de l'Assemblée générale des Nations Unies, et leur donner les moyens de diriger des projets numériques inédits en faveur de la paix, de la tolérance et de la compréhension mutuelle ;
- ➔ Prendre acte de l'évolution du statut des femmes, à la fois comme actrices et comme cibles de la radicalisation violente en ligne, et encourager une représentation accrue des femmes (et des jeunes) dans les projets de recherche pertinents ;
- ➔ Resserrer les liens de collaboration avec les organisations de la société civile ainsi qu'avec les collectivités locales et les acteurs non-gouvernementaux compétents, en reconnaissant le rôle qu'ils jouent en contribuant à l'efficacité de la mise en œuvre des plans et stratégies nationaux de lutte contre le terrorisme ;

- ➔ Encourager les centres de recherche et les chercheurs à étudier la radicalisation violente en ligne, dans le contexte plus large de ses autres dimensions, à une échelle et avec une qualité supérieures, par le biais de réseaux régionaux et mondiaux.

Le secteur privé, les intermédiaires d'Internet et les médias sociaux devraient envisager de :

- ➔ Veiller au professionnalisme du traitement journalistique et à sa prise en compte des éventuels conflits en apportant des informations vérifiables et des opinions éclairées, et reconnaître la phraséologie et les discours capables d'encourager la division, la haine et la radicalisation violente ;
- ➔ Sensibiliser les nouveaux médias en ligne ou non, afin qu'ils évitent de tomber dans le piège des propos alarmistes, des stéréotypes, du biais de confirmation, des informations mensongères et de l'inspiration de « paniques médiatiques », et réaffirmer l'importance de l'éthique médiatique face à la radicalisation des jeunes vers l'extrémisme violent ;
- ➔ Faire évoluer les conditions d'utilisation des médias sociaux de manière concertée, de façon à offrir un fondement juridique et adapté aux mesures à prendre, notamment compte tenu des pressions exercées par les gouvernements ou d'autres tierces parties en vue de suivre, de divulguer ou d'échanger des informations sur les jeunes usagers, ainsi qu'au retrait de contenus visant à encourager la radicalisation vers l'extrémisme violent ;
- ➔ Définir et gérer les propos haineux sans remettre en cause les droits relatifs à la liberté d'expression, en s'inspirant des principes énoncés dans le Plan d'action de Rabat du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

La société civile et les usagers d'Internet devraient envisager :

- ➔ D'accroître les efforts déployés par les organisations de la société civile en vue d'inciter les médias sociaux à favoriser la formulation et la diffusion de messages de paix, de discours différents et de contre-discours battant en brèche la propagande terroriste et les discours de haine ;
- ➔ De promouvoir les aptitudes favorables à la résolution de conflit non-violente et à une culture de la paix ;
- ➔ D'inculquer aux usagers d'Internet un comportement en ligne éthique, les familiariser aux questions de confidentialité et aux risques associés à la divulgation de données personnelles et autres informations potentiellement sensibles (par le biais des médias sociaux) et leur apprendre à reconnaître et à signaler des dérives terroristes sur les réseaux sociaux.